



Groupe Banque TD

Présentation sur les résultats trimestriels pour le T2 2017

Le jeudi 25 mai 2017

Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs



De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée Private Securities Litigation Reform Act of 1995. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document, dans le rapport de gestion du rapport annuel 2016 (le rapport de gestion de 2016) de la Banque à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun de ses secteurs d'activité, aux rubriques « Perspectives et orientation pour 2017 », ainsi que dans d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2017 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, le contexte réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, ainsi que le rendement financier prévu de la Banque. Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme « croire », « prévoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier » et « pouvoir » et de verbes au futur ou au conditionnel.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques notamment de crédit, de marché (y compris le risque de position sur titres de participation, le risque sur marchandises, le risque de change et le risque de taux d'intérêt), de liquidité, d'exploitation (y compris les risques liés à la technologie et à l'infrastructure), d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; la capacité de la Banque à mettre en œuvre ses principales priorités, notamment réaliser des acquisitions et des ventes, fidéliser la clientèle, élaborer des plans stratégiques et recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques) visant la technologie informatique, l'Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; l'évolution de divers types de fraude et d'autres comportements criminels auxquels la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements et de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris sans s'y restreindre les lois fiscales, les lignes directrices en matière d'information sur les fonds propres à risque et les directives réglementaires en matière de liquidité; l'exposition aux litiges et aux affaires réglementaires d'envergure; la concurrence accrue, y compris dans le domaine des services bancaires par Internet et par appareil mobile et des concurrents offrant des services non traditionnels; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et de la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; les estimations comptables critiques et les changements apportés aux normes comptables et aux méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises d'endettement potentielles et existantes à l'échelle internationale; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Facteurs de risque et gestion des risques » du rapport de gestion de 2016, telle qu'elle peut être mise à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à toute transaction ou tout événement dont il est question à la rubrique « Événements importants » dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web www.td.com/francais. Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes étayant les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont décrites dans le rapport de gestion 2016 à la rubrique « Sommaire et perspectives économiques » et, pour chacun des secteurs d'exploitation, sous les rubriques « Perspectives et orientation pour 2017 », telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports trimestriels aux actionnaires déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

Solide rendement global

- Croissance du bénéfice comme présenté et du BPA de 22 % sur 12 mois
- Croissance du bénéfice rajusté¹ et du BPA de 12 % sur 12 mois
- Bonne croissance des produits à l'échelle de nos trois secteurs d'exploitation
- Rendement de crédit avantageux

Poursuite des investissements afin d'améliorer l'expérience client

1. La Banque dresse ses états financiers consolidés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) et désigne les résultats dressés selon les IFRS, les principes comptables généralement reconnus (PCGR) actuels, « comme présentés ». La Banque a également recours à des mesures financières non conformes aux PCGR; les résultats sont alors appelés « rajustés » (c.-à-d. résultats obtenus en retranchant les « éléments à noter » des résultats comme présentés), pour évaluer chacun de ses secteurs d'activité et mesurer son rendement global. Le bénéfice net rajusté, le bénéfice par action (BPA) rajusté et les termes connexes utilisés dans le présent document ne sont pas définis par les PCGR et peuvent ne pas être comparables à des termes semblables utilisés par d'autres émetteurs. Se reporter à la rubrique « Présentation de l'information financière de la Banque » du communiqué de presse sur les résultats pour le deuxième trimestre de 2017 et du rapport de gestion de la Banque (www.td.com/francais/investisseurs) pour obtenir de plus amples renseignements, les résultats comme présentés, une liste des éléments à noter et une conciliation des mesures non conformes aux PCGR. Pour de plus amples renseignements et un rapprochement, voir la diapositive 14.

Faits saillants du T2 2017



Total des résultats comme présentés par la Banque (sur 12 mois)

BPA en hausse de 22 %

- BPA rajusté en hausse de 12 %¹

Produits en hausse de 3 %

- Produits (équivalence fiscale) en hausse de 7 %²

Charges en hausse de 1 %

- Charges rajustées en hausse de 4 %³

Résultats comme présentés par secteur (sur 12 mois)

Bénéfice des Services de détail au Canada en hausse de 7 %

Bénéfice des Services de détail aux États-Unis en hausse de 18 %

Bénéfice des Services bancaires de gros en hausse de 13 %

Faits saillants financiers – M\$

Comme présenté	T2 2017	T1 2017	T2 2016
Produits	8 473	9 120	8 259
Provision pour pertes sur créances (PPC)	500	633	584
Charges	4 786	4 897	4 736
Bénéfice net	2 503	2 533	2 052
BPA dilué (\$)	1,31	1,32	1,07

Rajusté ¹	T2 2017	T1 2017	T2 2016
Bénéfice net	2 561	2 558	2 282
BPA dilué (\$)	1,34	1,33	1,20

Bénéfice par secteur – M\$

T2 2017	Comme présenté	Rajusté
Services de détail⁴	2 415	2 415
<i>Services de détail au Canada</i>	1 570	1 570
<i>Services de détail aux États-Unis</i>	845	845
Services bancaires de gros	248	248
Siège social	(160)	(102)

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3. Pour de plus amples renseignements et un rapprochement, voir la diapositive 14.

2. Les produits d'intérêts nets au sein des Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur d'un produit non imposable ou exonéré d'impôt, comme les dividendes, est rajustée à la valeur équivalente avant impôt. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer tous les produits tirés de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs des produits d'intérêts nets avec ceux d'institutions semblables. Le rajustement de l'équivalence fiscale était de 457 millions de dollars et de 82 millions de dollars pour le T2 2017 et le T2 2016, respectivement.

3. Les charges rajustées étaient de 4 723 M\$ et de 4 556 M\$ pour le T2 2017 et le T2 2016, respectivement.

4. Les Services de détail sont composés des secteurs Services de détail au Canada et Services de détail aux États-Unis. Voir le communiqué de presse sur les résultats du deuxième trimestre de 2017 et le rapport de gestion de la Banque.

Services de détail au Canada



Faits saillants (sur 12 mois)

Bénéfice net en hausse de 7 %

Produits en hausse de 5 %

- Croissance des volumes de prêts de 4 %
- Croissance des volumes de dépôts de 11 %
- Hausse des actifs des activités de gestion de patrimoine² de 12 %

Marge d'intérêt nette de 2,81 %, en baisse de 1 pdb sur 3 mois

PPC en baisse de 13 % sur 3 mois

- Provisions plus faibles pour les prêts auto

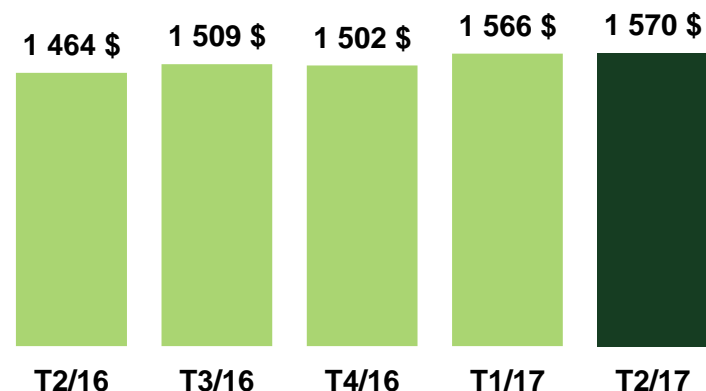
Charges en hausse de 6 %

- Ratio d'efficience de 43,2 %

Profits et pertes – M\$

	T2 2017	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Produits	5 132	-1 %	5 %
Réclamations d'assurance	538	-6 %	2 %
Produits après déduction des réclamations ¹	4 594	-1 %	5 %
PPC	235	-13 %	-10 %
Charges	2 218	0 %	6 %
Bénéfice net	1 570	0 %	7 %
Rendement des capitaux propres	45 %		

Bénéfice – M\$



1. Les produits totaux (avant déduction des réclamations d'assurance) s'établissaient à 4 887 M\$ et à 5 203 M\$ pour le T2 2016 et le T1 2017, respectivement. Les réclamations d'assurance et les charges connexes étaient de 530 M\$ et de 574 M\$ pour le T2 2016 et le T1 2017, respectivement.

2. Les actifs des activités de gestion de patrimoine englobent les actifs administrés et les actifs gérés. À compter du premier trimestre de 2017, la Banque a révisé le cadre de classification des actifs administrés et des actifs gérés. Le principal changement consiste à inclure les fonds communs de placement vendus par l'entremise du Réseau de succursales dans les actifs administrés. De plus, les actifs administrés ont été mis à jour pour tenir compte d'un changement à la façon de mesurer certaines activités des Services de détail au Canada. Les montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation révisée.

Services de détail aux États-Unis



Faits saillants en M\$ US (sur 12 mois)

Bénéfice net en hausse de 18 %

Produits en hausse de 10 %

- Croissance des volumes de prêts de 6 %
- Croissance des volumes de dépôts de 9 %

Marge d'intérêt nette de 3,05 %, en hausse de 2 pdb sur 3 mois

PPC en baisse de 41 % sur 3 mois

- Caractère saisonnier des portefeuilles de cartes de crédit et de prêts automobiles
- Diminution des pertes commerciales

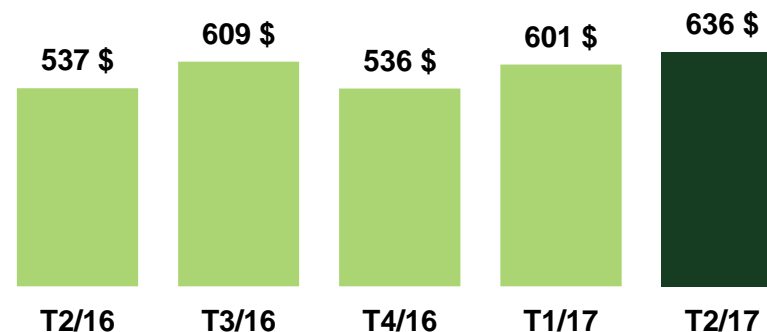
Charges en hausse de 2 %

- Ratio d'efficacité de 57,6 %

Profits et pertes – M\$ US (sauf indication contraire)

	T2 2017	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Produits ¹	1 889	0 %	10 %
PPC	114	-41 %	-7 %
Charges	1 088	1 %	2 %
Services de détail aux États-Unis			
Bénéfice net	554	7 %	21 %
Quote-part du bénéfice net de TD AMTD	82	-1 %	5 %
Bénéfice net	636	6 %	18 %
Bénéfice net (\$ CA)	845	6 %	18 %
Rendement des capitaux propres	10,0 %		

Bénéfice (en M\$ US)



Services bancaires de gros



Faits saillants (sur 12 mois)

Bénéfice net en hausse de 13 %

Produits en hausse de 7 %

- Hausse des frais liés aux prêts aux entreprises et de l'activité de négociation d'actions

Recouvrement net de la PPC de 4 M\$

- Recouvrement plus élevé au dernier trimestre lié au secteur du pétrole et du gaz

Charges en hausse de 9 %

- Poursuite des investissements afin d'enrichir notre gamme de produits en dollars américains

Profits et pertes – M\$

	T2 2017	Var. trimestrielle	Var. annuelle
Produits	818	-5 %	7 %
PPC	(4)	Négl.	Négl.
Charges	481	-8 %	9 %
Bénéfice net	248	-7 %	13 %
Rendement des capitaux propres	16,4 %		

Bénéfice – M\$



Faits saillants (sur 12 mois)

Pertes comme présentées s'élevant à 160 M\$

- Pertes de 102 M\$ après rajustement¹
- Diminution des charges du Siège social ce trimestre
- Augmentation de l'apport de l'élément Autres

Profits et pertes – M\$

Comme présenté	T2 2017	T1 2017	T2 2016
Bénéfice net ²	(160)	(100)	(350)

Rajusté ¹	T2 2017	T1 2017	T2 2016
Charges nettes du Siège social	(186)	(233)	(196)
Autres	56	129	48
Participations ne donnant pas le contrôle	28	29	28
Bénéfice net ²	(102)	(75)	(120)

1. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3. Pour de plus amples renseignements et un rapprochement, voir la diapositive 14.

2. Voir la note 1 de la diapositive 6.

Capitaux propres et liquidité



Faits saillants

Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 10,8 %

Ratio d'endettement de 3,9 %

Ratio de liquidité à court terme de 124 %

Rachat dans le cadre normal des activités de 15 millions d'actions ordinaires

Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO¹

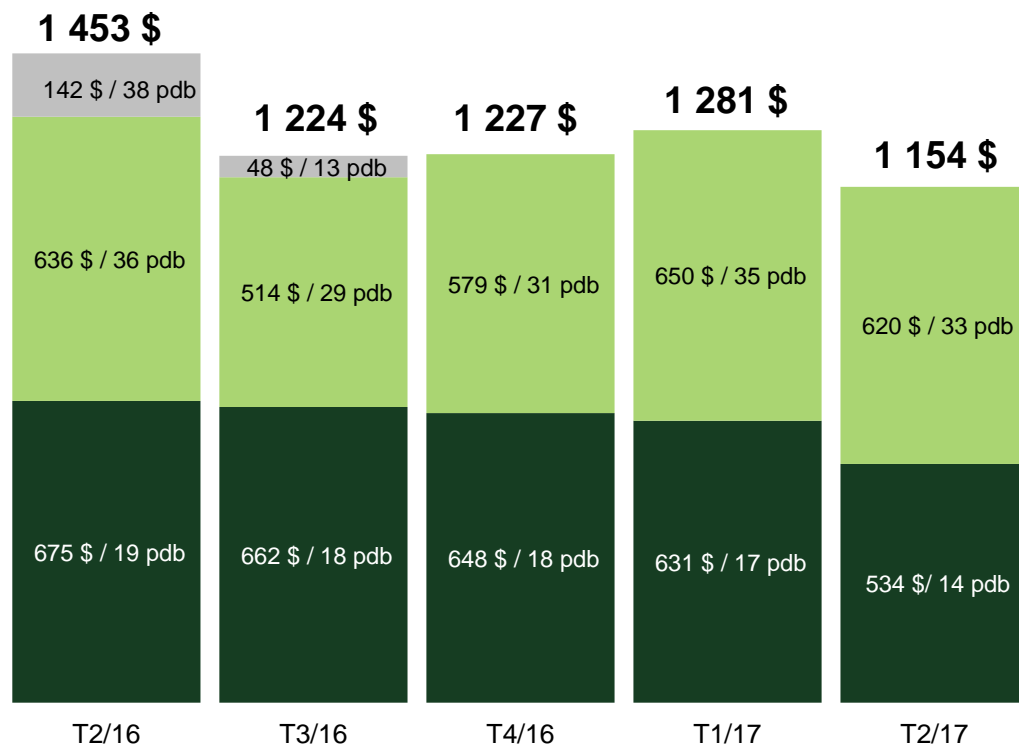
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T1 2017	10,9 %
Production de fonds propres à l'interne	33
Incidence du rachat d'actions ordinaires	(22)
Perte actuarielle sur les régimes de retraite des employés	(9)
Augmentation des actifs pondérés en fonction des risques et autres	(8)
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'AO au T2 2017	10,8 %

1. Les montants sont calculés en vertu du dispositif réglementaire de Bâle III, à l'exception des capitaux propres rattachés au rajustement de la valeur du crédit conformément à la ligne directrice du BSIF, et sont présentés selon la méthode dite « tout compris ». L'application progressive sur une période de cinq ans de l'exigence pour les fonds propres touchés par le rajustement de la valeur de crédit s'établit à 72 % en 2017, à 80 % en 2018 et à 100 % en 2019.

Formations de prêts douteux bruts par portefeuille



Formations de prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Les formations de prêts douteux bruts ont diminué de 127 M\$ sur 3 mois et de 299 M\$ sur 12 mois
 - Baisse au cours du trimestre principalement attribuable aux portefeuilles des Services bancaires commerciaux et des prêts auto indirects au Canada

	T2/16	T3/16	T4/16	T1/17	T2/17	pdb
TD	25	21	21	21	19	pdb
Homologues au Canada ⁴	25	18	16	15	N. d.	pdb
Homologues aux États-Unis ⁵	21	19	17	14	N. d.	pdb

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros
- Portefeuille des Services de détail aux É.-U.
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. Les formations de prêts douteux bruts représentent les ajouts aux acceptations et prêts douteux pendant le trimestre, à l'exclusion de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio de formation des prêts douteux bruts : formations de prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts moyens.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

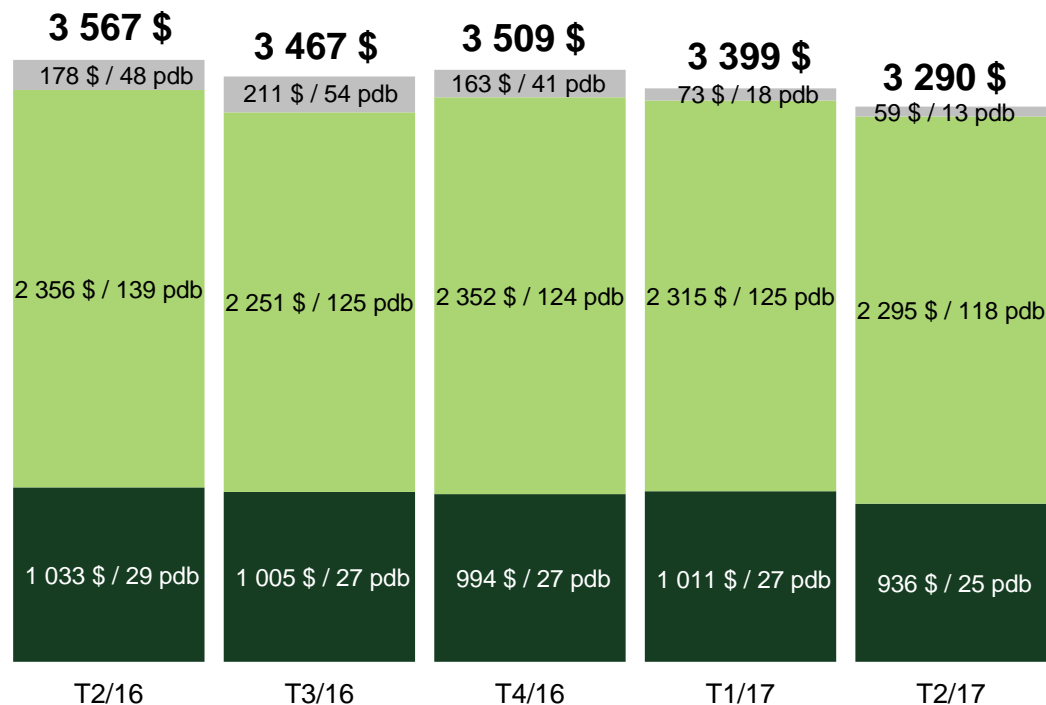
5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (ajout d'actifs à intérêt non comptabilisé / prêts bruts moyens).

N. d. : Non disponible

Prêts douteux bruts par portefeuille



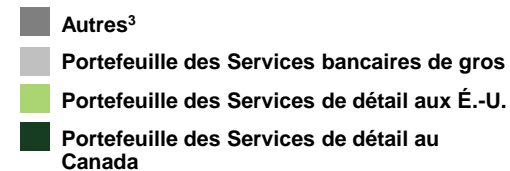
Prêts douteux bruts¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Les prêts douteux bruts ont diminué de 109 M\$ sur 3 mois, nonobstant la somme de 78 M\$ découlant de l'incidence négative des taux de change.

	T2/16	T3/16	T4/16	T1/17	T2/17	
	63	59	58	57	53	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁴	75	74	74	69	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁵	110	106	100	95	N. d.	<i>pdb</i>



1. Les prêts douteux bruts ne tiennent pas compte de l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Ratio des prêts douteux bruts : prêts douteux bruts / acceptations et prêts bruts (tous les deux au comptant) par portefeuille.

3. La catégorie « Autres » comprend les prêts du secteur Siège social.

4. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les données incluent les titres de créance classés comme prêts.

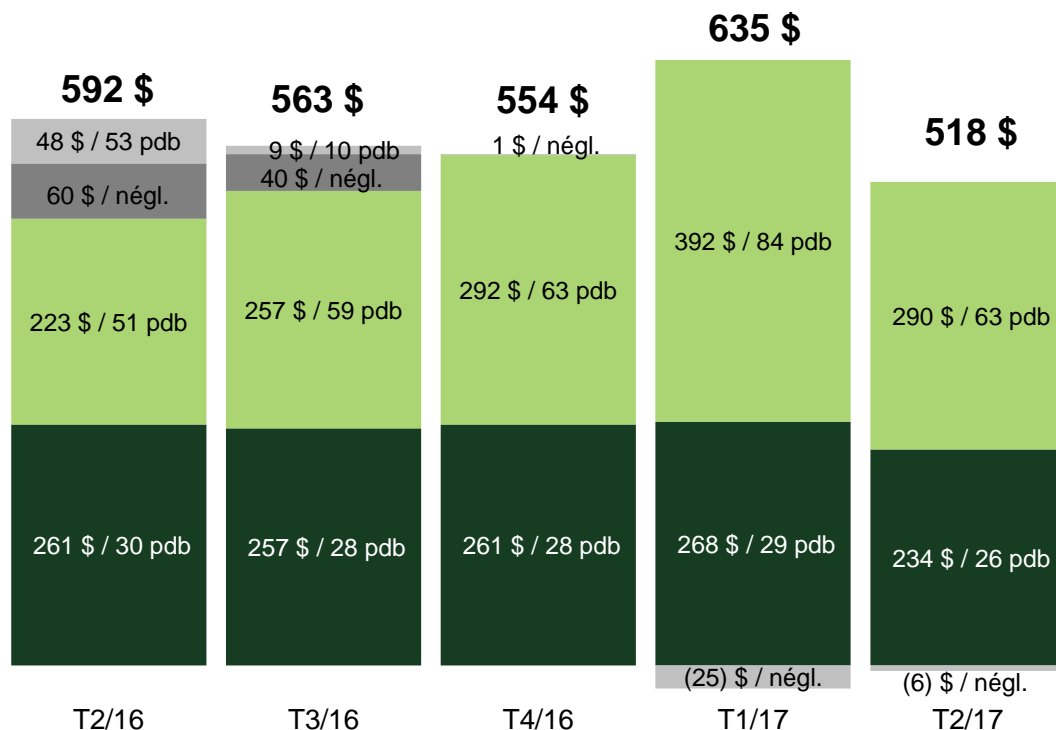
5. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC (prêts improductifs / total des prêts bruts).

N. d. : Non disponible

Provisions pour pertes sur créances (PPC) par portefeuille



PPC¹ : en M\$ et ratios²



Faits saillants

- Baisse du ratio PPC de 7 pdb sur 3 mois et sur 12 mois
- Baisse de 102 M\$ aux Services de détail aux États-Unis sur 3 mois, dont :
 - 59 M\$ US dans les portefeuilles de cartes de crédit et de prêts auto indirects aux États-Unis en raison principalement de tendances saisonnières
 - Baisse de la PPC de 30 M\$ dans le portefeuille des Services commerciaux aux États-Unis

	T2/16	T3/16	T4/16	T1/17	T2/17	
	42	39	37	42	35	<i>pdb</i>
Homologues au Canada ⁵	41	33	30	28	N. d.	<i>pdb</i>
Homologues aux États-Unis ⁷	60	57	54	56	N. d.	<i>pdb</i>

- Autres³
- Portefeuille des Services bancaires de gros⁴
- Portefeuille des Services de détail aux États-Unis⁶
- Portefeuille des Services de détail au Canada

1. La PPC exclut l'incidence des prêts acquis ayant subi une perte de valeur, les titres de créance classés comme prêts et les éléments à noter.
 2. Ratio PPC : provision pour pertes sur créances sur une base trimestrielle annualisée / moyenne du montant net des prêts et des acceptations.
 3. La catégorie « Autres » comprend les provisions pour pertes sur créances subies, mais non encore décelées dans les portefeuilles des Services de détail au Canada et des Services bancaires de gros qui sont comptabilisées dans le secteur Siège social.
 4. La PPC des Services bancaires de gros exclut les primes sur les swaps sur défaillance de crédit : T2 2017 – (2) M\$; T1 2017 – (2) M\$; T4 2016 – (3) M\$; T3 2016 – (3) M\$; T2 2016 – (2) M\$.
 5. Moyenne des homologues au Canada : BMO, BNS, CIBC et RBC; les PPC des homologues excluent les augmentations de la provision pour pertes sur créances subies, mais non encore décelées. Les données incluent les titres de créance classés comme prêts.
 6. La provision pour pertes sur créances à l'égard des cartes de crédit aux États-Unis comprend la quote-part revenant aux partenaires des programmes de détaillants dans le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis : T2 2017 – 89 M\$ US; T1 2017 – 99 M\$ US; T4 2016 – 72 M\$ US; T3 2016 – 63 M\$ US; T2 2016 – 40 M\$ US.
 7. Moyenne des homologues aux États-Unis : BAC, C, JPM, USB et WFC.
 Négl. : négligeable
 N. d. : Non disponible



Annexe

T2 2017 : Éléments à noter¹



		M\$	BPA		
Bénéfice net et BPA (dilué) comme présentés		2 503 \$	1,31 \$		
Éléments à noter ¹	Avant impôts (en M\$)	Après impôts (en M\$)	BPA	Segment	Poste des produits / charges ⁴
Amortissement des immobilisations incorporelles ²	78 \$	58 \$	0,03 \$	Siège social	page 9, ligne 10
Excluant les éléments à noter précités					
Bénéfice net et BPA (dilué) rajustés³		2 561 \$	1,34 \$		

1. La Banque a modifié sa stratégie de négociation en ce qui concerne certains titres de créance détenus à des fins de transaction et a reclassé, en date du 1^{er} août 2008, ces titres de créance détenus à des fins de transaction dans la catégorie disponible à la vente. Ces titres de créance sont couverts sur le plan économique, principalement avec des swaps sur défaut de crédit et des contrats de swaps de taux qui sont comptabilisés à la juste valeur, et les variations de juste valeur sont passées en résultat de la période. Par conséquent, les dérivés ont été comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement dans le secteur Services bancaires de gros, et les profits et les pertes sur les dérivés, en sus des montants comptabilisés selon la comptabilité d'engagement, sont comptabilisés dans le secteur Siège social. Les résultats rajustés de la Banque des périodes antérieures excluent les profits et les pertes relatifs aux dérivés qui dépassent le montant comptabilisé selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Depuis le 1^{er} février 2017, le total des profits et des pertes découlant des variations de la juste valeur de ces dérivés est comptabilisé dans le secteur Services bancaires de gros.

2. Incluant la charge d'amortissement des immobilisations incorporelles de 15 M\$ pour le T2 2017, déduction faite des impôts, se rapportant à TD Ameritrade Holding Corporation. L'amortissement des immobilisations incorporelles se rapporte principalement à des acquisitions d'actifs et à des regroupements d'entreprises. L'amortissement des logiciels et des droits de gestion d'actifs est inclus dans l'amortissement des immobilisations incorporelles; toutefois, il n'est pas inclus aux fins des éléments à noter.

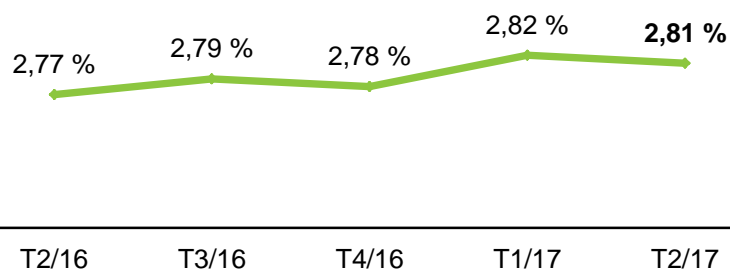
3. Les résultats rajustés sont définis à la note 1 de la diapositive 3.

4. Cette colonne renvoie à certaines pages de la trousse Information financière supplémentaire du T2 2017 de la Banque, accessible sur notre site Web au www.td.com/francais/investisseurs.

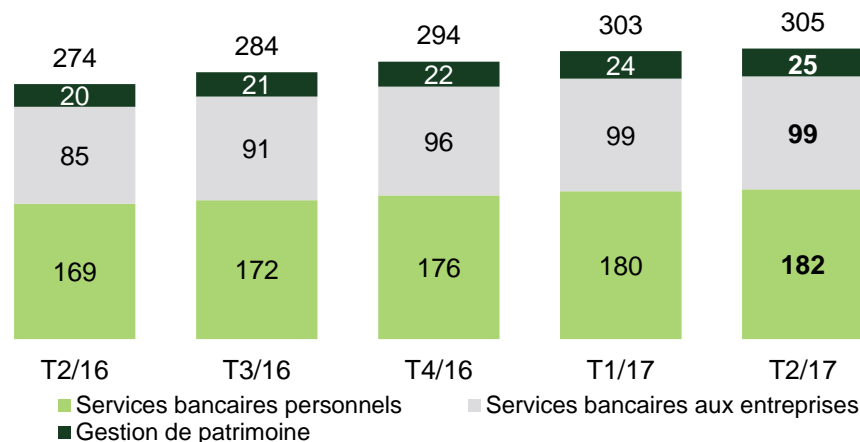
Services de détail au Canada



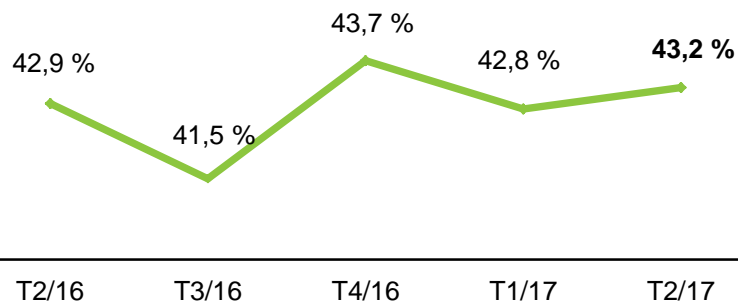
Marge d'intérêt nette



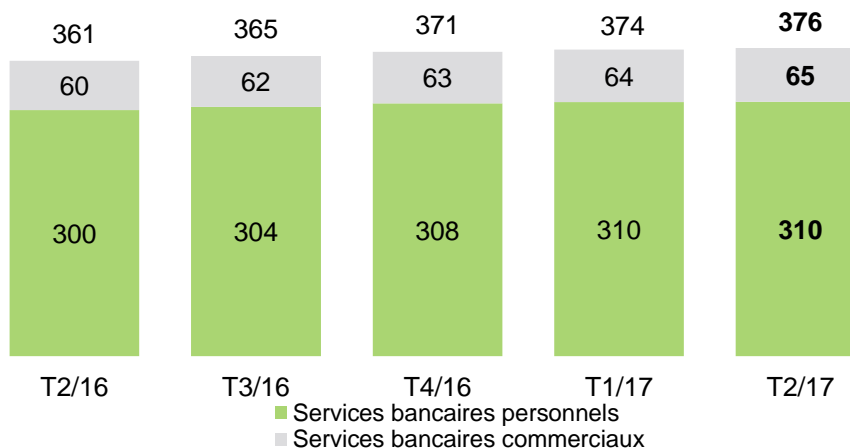
Moyenne des dépôts (en G\$)



Ratio d'efficacité



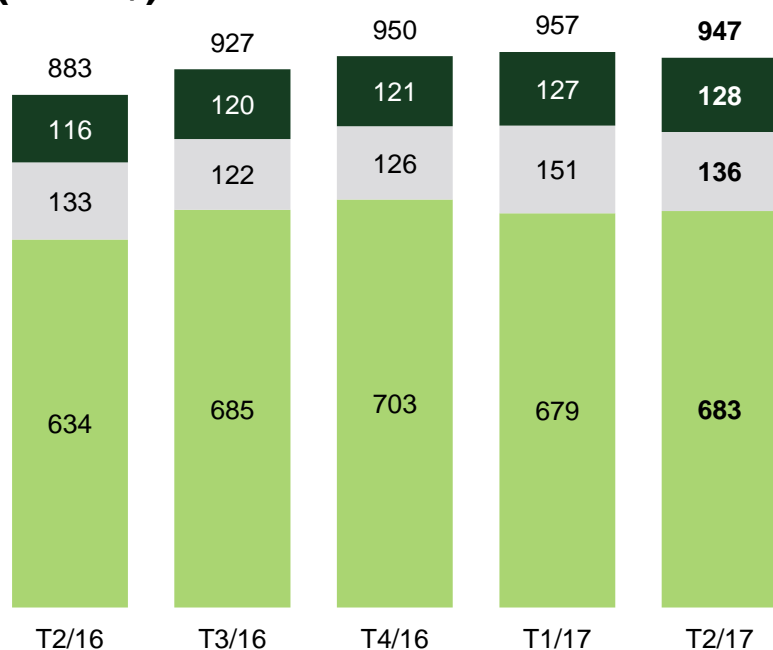
Moyenne des prêts (en G\$)



Services de détail au Canada : Gestion de patrimoine

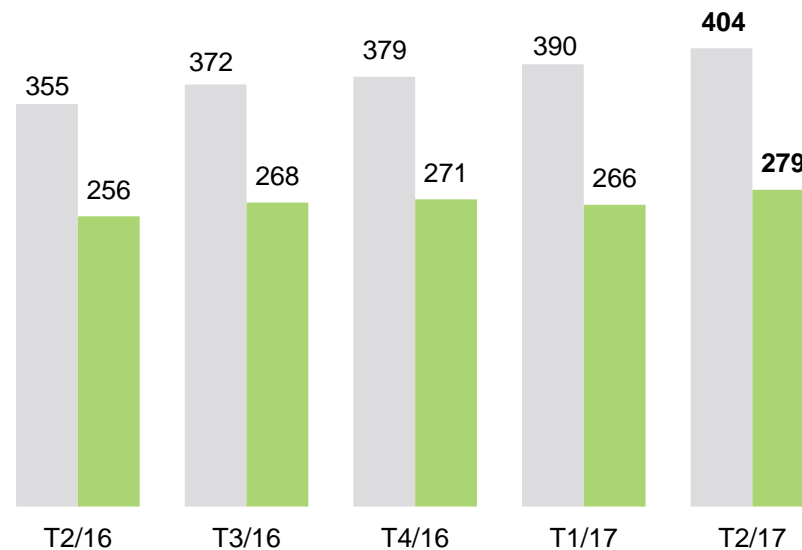


Produits de Gestion de patrimoine (en M\$)



- Produits d'intérêts nets
- Produits tirés des opérations
- Produits tirés des commissions et autres

Actifs de Services de détail au Canada (en G\$)¹



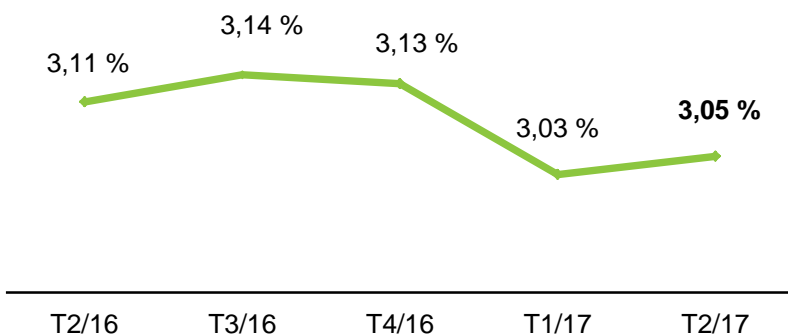
- Actifs administrés
- Actifs gérés

1. Voir la note 2 de la diapositive 5.

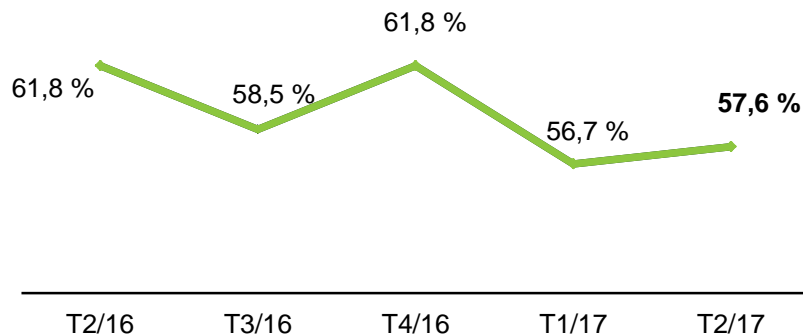
Services de détail aux États-Unis



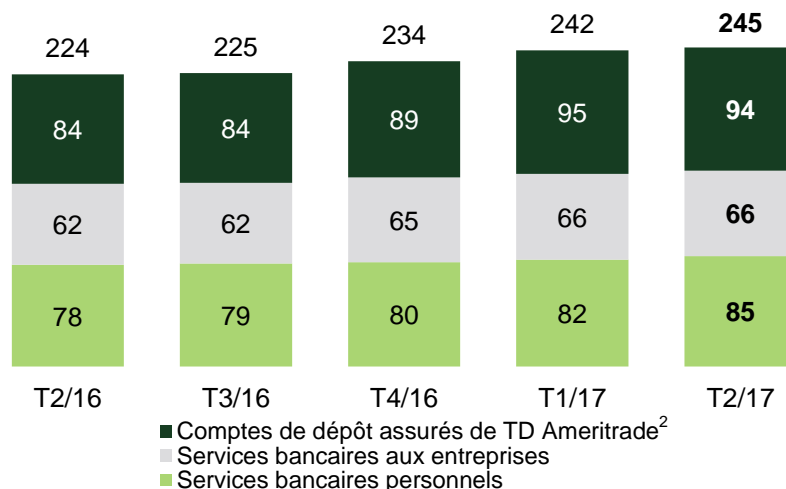
Marge d'intérêt nette¹



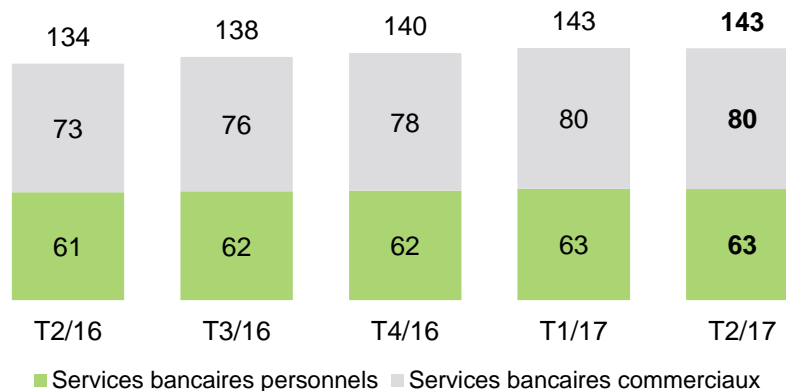
Ratio d'efficacité



Moyenne des dépôts (en G\$ US)



Moyenne des prêts (en G\$ US)



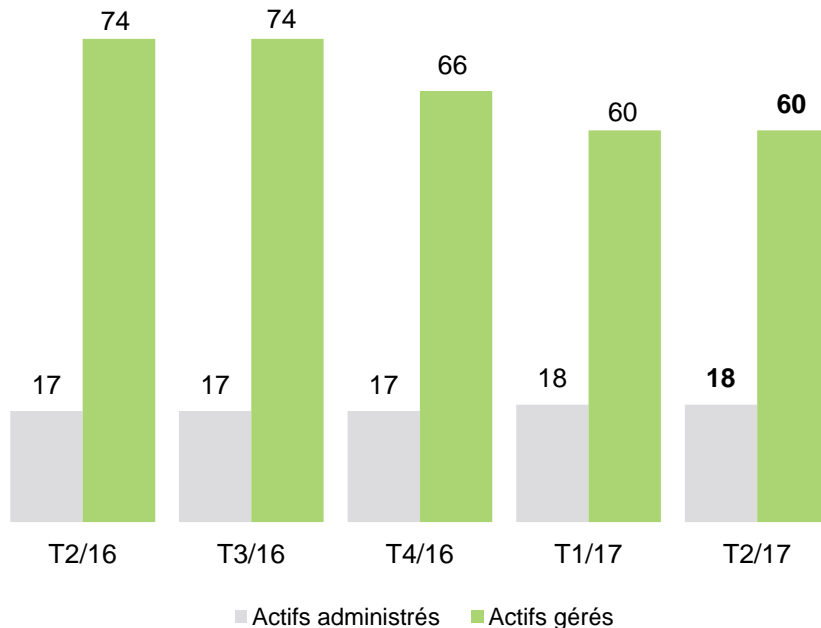
1. La marge d'intérêt nette sur les actifs productifs moyens exclut l'incidence des comptes de dépôt assurés de TD Ameritrade ainsi que l'incidence des dépôts entre entreprises et des garanties en espèces. De plus, le revenu d'intérêt non imposable est rajusté pour refléter sa valeur avant impôt. Voir la note 1 de la diapositive 6.

2. Comptes de dépôt assurés

Services de détail aux États-Unis : Gestion de patrimoine et TD Ameritrade



Actifs de Gestion de patrimoine TD (en G\$ US)¹



TD Ameritrade²

Quote-part du bénéfice net de TD Ameritrade revenant à la TD : 108 M\$ CA au T2 2017, stable sur 12 mois, principalement en raison de ce qui suit :

- Augmentation des produits tirés des actifs attribuable aux soldes et taux plus élevés.
- Contrebalancée par l'augmentation des frais d'exploitation et l'effet négatif du taux de change.

Résultats de TD Ameritrade

- Bénéfice net de 214 M\$ US au T2 2017, en hausse de 4 % sur 12 mois
- Nombre moyen d'opérations par jour : 517 000, en hausse de 2 % sur 12 mois
- Le total des actifs des clients a grimpé à 847 G\$ US, en hausse de 19 % sur 12 mois

1. Les actifs des activités de Gestion de patrimoine TD englobent les actifs administrés et les actifs gérés. À compter du premier trimestre de 2017, la Banque a révisé le cadre de classification des actifs administrés et des actifs gérés. Le principal changement consiste à inclure une partie des actifs gérés par la Banque dans les actifs administrés. Les montants comparatifs ont été retraités afin de les rendre conformes à la présentation révisée.

2. La quote-part du bénéfice net en dollars US revenant à la TD correspond à l'apport en dollars CA du bénéfice net de TD Ameritrade au secteur Services de détail aux États-Unis, tel qu'il est indiqué dans les rapports aux actionnaires de la Banque (www.td.com/francais/investisseurs) pour les trimestres concernés, divisé par le taux de change moyen. Pour de plus amples renseignements, voir le communiqué de presse de TD Ameritrade, accessible au <http://www.amtd.com/newsroom/default.aspx>

Portefeuille de prêts bruts (acceptations bancaires comprises)



Soldes (en G\$ CA, sauf indication contraire)

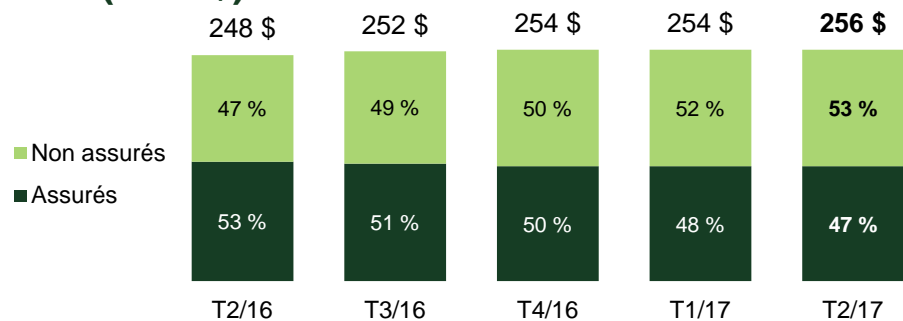
	T1 2017	T2 2017
Portefeuille des Services de détail au Canada	373,0 \$	377,5 \$
Services bancaires personnels	309,0 \$	312,0 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	188,1	188,1
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	65,9	68,0
Prêts automobiles indirects	20,5	20,9
Lignes de crédit non garanties	9,6	9,7
Cartes de crédit	17,7	18,0
Autres prêts aux particuliers	7,2	7,3
Services bancaires commerciaux (y compris Services bancaires aux petites entreprises)	64,0 \$	65,5 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (montants en G\$ US)	142,4 \$ US	142,7 \$ US
Services bancaires personnels	63,0 \$ US	62,8 \$ US
Prêts hypothécaires résidentiels	20,7	20,8
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ¹	9,8	9,7
Prêts automobiles indirects	21,1	21,1
Cartes de crédit	10,9	10,6
Autres prêts aux particuliers	0,5	0,6
Services bancaires commerciaux	79,4 \$ US	79,9 \$ US
Immobilier non résidentiel	16,0	16,4
Immobilier résidentiel	5,1	5,2
Commercial et industriel	58,3	58,3
Opérations de change – portefeuille des Services bancaires personnels et commerciaux aux É.-U.	42,9 \$	52,1 \$
Portefeuille des Services de détail aux É.-U. (en G\$ CA)	185,3 \$	194,8 \$
Portefeuille des Services bancaires de gros²	40,7 \$	44,4 \$
Autres³	0,2 \$	1,6 \$
Total	599,2 \$	618,3 \$

1. LDCVD aux É.-U. comprend les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.
2. Le portefeuille des Services bancaires de gros comprend les prêts aux entreprises et les autres prêts bruts et acceptations des Services bancaires de gros.
3. La catégorie « Autres » comprend les prêts acquis ayant subi une perte de valeur et les prêts comptabilisés dans le secteur Siège social.
Remarque : Le total des chiffres peut ne pas correspondre à 100 % en raison de l'emploi de chiffres arrondis.
Excluent les titres de créance classés comme prêts.

Portefeuille de crédit garanti par des biens immobiliers (CGBI) au Canada



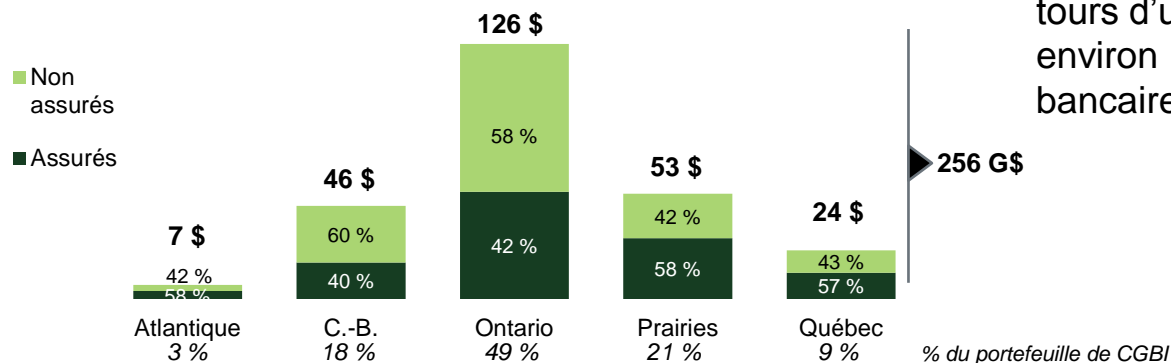
Volumes trimestriels du portefeuille (en G\$)



Portefeuille de CGBI au Canada – rapport prêt-valeur¹

	T2 2016	T3 2016	T4 2016	T1 2017	T2 2017
Non assurés	52 %	51 %	52 %	51 %	49 %
Assurés	55 %	55 %	55 %	54 %	51 %

Répartition régionale² (en G\$)



Faits saillants

La qualité du crédit du portefeuille de CGBI au Canada demeure solide

- La PPC demeure stable à 1 pdb
- Le rapport prêt-valeur (RPV) du portefeuille de prêts assurés et non assurés est stable

La qualité du crédit des prêts consentis aux acheteurs de copropriétés est en phase avec le portefeuille global

- Solde brut de 40 G\$ pour le crédit garanti par des biens immobiliers consenti aux acheteurs de copropriétés, dont 50 % étant assuré
- Stabilité des prêts consentis pour construction de tours d'unités en copropriété, qui comptent pour environ 1,3 % du portefeuille des Services bancaires commerciaux au Canada

1. Le rapport prêt-valeur (RPV) est établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immeuble) et correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt.
2. Au 30 avril 2017. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

Services bancaires personnels au Canada



Services bancaires personnels au Canada ¹	Prêts bruts (en G\$)	T2 2017	
		Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts / prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	188	360	0,19 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD)	68	129	0,19 %
Prêts automobiles indirects	21	41	0,20 %
Cartes de crédit	18	152	0,85 %
Lignes de crédit non garanties	10	33	0,34 %
Autres prêts aux particuliers	7	17	0,23 %
Total des Services bancaires personnels au Canada	312 \$	732 \$	0,23 %
Variation par rapp. au T1 2017	3 \$	(67) \$	(0,03) %

Faits saillants

- La qualité du crédit reste élevée dans le portefeuille des Services bancaires personnels au Canada
- Les prêts douteux bruts ont diminué dans toutes les gammes de produits

RPV du portefeuille des prêts hypothécaires non assurés au Canada²

Région ³	Atlantique	C.-B.	Ontario	Prairies	Québec
T2 2017	68 %	57 %	49 %	64 %	63 %
T1 2017	70 %	57 %	54 %	64 %	63 %

1. À l'exclusion de tous les prêts acquis ayant subi une perte de valeur.

2. Le rapport prêt-valeur (RPV) est établi en fonction du prix moyen désaisonnalisé par grande ville (Association canadienne de l'immeuble) et correspond à la somme du RPV de chaque prêt hypothécaire pondéré par le solde du prêt.

3. Les territoires sont répartis comme suit : le Yukon est compris dans la Colombie-Britannique, le Nunavut est compris dans l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest sont compris dans la région des Prairies.

Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada



Services bancaires commerciaux et Services bancaires de gros au Canada	Prêts bruts / AB (en G\$)	T2 2017	
		Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts / Prêts
Services bancaires commerciaux ¹	66	204	0,31 %
Services bancaires de gros	44	59	0,13 %
Total des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada	110 \$	263 \$	0,25 %
Variation par rapp. au T1 2017	5 \$	(21) \$	(0,02) %

Répartition par secteur ¹	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Provision spécifique ² (en M\$)
Immobilier résidentiel	16,2	19	7
Immobilier non résidentiel	13,6	6	3
Services financiers	16,3	1	0
Gouv./fonction publique/santé et services sociaux	10,5	12	7
Pipelines, pétrole et gaz	5,7	100	34
Métaux et mines	1,4	15	1
Foresterie	0,5	1	0
Produits de consommation ³	4,7	23	13
Industriel / manufacturier ⁴	5,8	51	34
Agriculture	6,6	10	1
Industrie automobile	10,3	3	1
Autres ⁵	18,3	22	11
Total	110 \$	263 \$	112 \$

Faits saillants

- Maintien du bon rendement des portefeuilles des Services bancaires commerciaux et des Services bancaires de gros au Canada
 - Baisse des formations de prêts douteux des Services bancaires de gros sur trois mois attribuable aux résolutions dans le secteur du pétrole et du gaz

1. Comprennent les prêts des Services bancaires aux petites entreprises et les prêts sur cartes de crédit Visa Affaires.

2. Comprend la provision relative à des contreparties particulières et non individuellement significatives.

3. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

4. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

5. La catégorie « Autres » comprend : l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les services, notamment professionnels, ainsi que d'autres secteurs.

Services bancaires personnels aux États-Unis – \$ US



Services bancaires personnels aux États-Unis ¹	T2 2017		
	Prêts bruts (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts / prêts
Prêts hypothécaires résidentiels	21	355	1,71 %
Lignes de crédit sur valeur domiciliaire (LDCVD) ²	10	656	6,78 %
Prêts automobiles indirects	21	168	0,80 %
Cartes de crédit	11	175	1,65 %
Autres prêts aux particuliers	0,5	6	1,05 %
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ US)	63 \$	1 360 \$	2,17 %
Variation par rapport au T1 2017 (\$ US)	0	(59) \$	0,08 %
Opérations de change	23 \$	497 \$	-
Total des Services bancaires personnels aux É.-U. (\$ CA)	86 \$	1 857 \$	2,17 %

Portefeuille du CGBI aux É.-U.¹

Distribution du rapport prêt-valeur (RPV) indexé et cotes FICO mises à jour³

RPV estimatif actuel	Prêts hypothécaires résidentiels	LDCVD de 1 ^{er} rang	LDCVD de 2 ^e rang	Total
>80 %	6 %	10 %	22 %	9 %
De 61 à 80 %	38 %	32 %	46 %	38 %
≤ 60 %	56 %	58 %	31 %	53 %
Cotes FICO actuelles > 700	87 %	89 %	85 %	87 %

Faits saillants

- La qualité des actifs des Services bancaires personnels aux États-Unis demeure bonne
- Baisse des prêts douteux bruts de 59 M\$ puisque les résolutions ont surpassé les formations de prêts douteux dans le portefeuille de LDCVD aux États-Unis

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Les LDCVD comprennent les lignes de crédit sur valeur domiciliaire et les prêts sur valeur domiciliaire.

3. Rapport prêt-valeur établi en fonction de la limite de crédit autorisé et du Loan Performance Home Price Index à compter de février 2017. Cotes FICO mises à jour en mars 2017.

Services bancaires commerciaux aux États-Unis – \$ US



Services bancaires commerciaux aux États-Unis ¹	T2 2017		
	Prêts bruts / AB (en G\$)	Prêts douteux bruts (en M\$)	Prêts douteux bruts / Prêts
Immobilier commercial	22	74	0,34 %
Immobilier non résidentiel	17	45	0,28 %
Immobilier résidentiel	5	29	0,55 %
Commercial et industriel	58	247	0,42 %
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ US)	80 \$	321 \$	0,40 %
Variation par rapport au T1 2017 (\$ US)	1 \$	(39) \$	(0,05) %
Opérations de change	29 \$	117 \$	-
Total Services bancaires commerciaux aux É.-U. (\$ CA)	109 \$	438 \$	0,40 %

Faits saillants

- Maintien de la bonne qualité du portefeuille des Services bancaires commerciaux aux États-Unis

Immobilier commercial	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Bureaux	5,6	20
Services de détail	5,0	14
Appartements	4,5	15
Résidentiel à vendre	0,2	2
Industriel	1,1	3
Hôtels	0,9	4
Terrains commerciaux	0,1	9
Autres	4,2	7
Total Immobilier commercial	22 \$	74 \$

Commercial et industriel	Prêts bruts / AB (en G\$ US)	Prêts douteux bruts (en M\$ US)
Santé et services sociaux	8,5	18
Services professionnels et autres	7,5	46
Produits de consommation ²	5,8	49
Industriel/manufacturier ³	6,7	54
Gouvernement/secteur public	9,1	5
Services financiers	2,3	23
Industrie automobile	2,8	10
Autres ⁴	15,3	42
Total Commercial et industriel	58 \$	247 \$

1. À l'exclusion des prêts acquis ayant subi une perte de valeur et des titres de créance classés comme prêts.

2. Les produits de consommation comprennent : les aliments, les boissons et le tabac, ainsi que le secteur du commerce de détail.

3. Le secteur industriel / manufacturier comprend : la construction industrielle et les entrepreneurs spécialisés, ainsi que les industries manufacturières diverses et la vente de gros.

4. La catégorie « Autres » comprend : l'agriculture, l'énergie et les services publics, les télécommunications, la câblodistribution et les médias, les transports, les ressources ainsi que d'autres secteurs.

Coordonnées des Relations avec les investisseurs



Téléphone :
416-308-9030
ou 1-866-486-4826

Courriel :
tdir@td.com

Site Web :
www.td.com/francais/investisseurs



magazine

Award winner
Canada 2017

Meilleures relations avec les investisseurs par secteur :
Services financiers

Meilleure gouvernance d'entreprise



Groupe Banque TD

Présentation sur les résultats trimestriels pour le T2 2017

Le jeudi 25 mai 2017